

**PARLEMENT DE LA REGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

16 NOVEMBRE 2005

PROPOSITION DE RESOLUTION

**relative à la problématique du parking en
zone urbaine pour les prestataires de l'aide
et des soins à domicile**

RAPPORT

fait au nom de la
Commission de l'Infrastructure, chargée des
Travaux publics et des Communications

par Mme Carla DEJONGHE (N)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : MM. Willy Decourty, Rachid Madrane, Emin Özkara, Mahfoudh Romdhani, Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Willem Draps, Mme Souad Razzouk, MM. Hervé Doyen, Denis Grimberghs, Mme Céline Delforge, M. Johan Demol, Mmes Carla Dejonghe, Brigitte De Pauw.

Autres membres : MM. Jacques De Coster, Paul Galand, Joël Riguelle.

Voir :

Document du Parlement :
A-123/1 – 2004/2005 : Proposition de résolution.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2005-2006

16 NOVEMBER 2005

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de problematiek van de
parkeergelegenheid in de stad voor hulp-en
zorgverleners aan huis**

VERSLAG

uitgebracht namens de Commissie
voor de Infrastructuur, belast met Openbare
Werken en Verkeerswezen

door mevrouw Carla DEJONGHE (N)

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Willy Decourty, Rachid Madrane, Emin Özkara, Mahfoudh Romdhani, Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Willem Draps, mevr. Souad Razzouk, de heren Hervé Doyen, Denis Grimberghs, mevr. Céline Delforge, de heer Johan Demol, mevr. Carla Dejonghe, mevr. Brigitte De Pauw.

Andere leden : de heren Jacques De Coster, Paul Galand, Joël Riguelle.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-123/1 – 2004/2005 : Voorstel van resolutie.

1. Exposé introductif des coauteurs de la proposition

M. Joël Riguelle se réjouit de pouvoir présenter, en tant que premier co-auteur de ce texte, cette proposition de résolution rédigée collégalement avec des membres de la majorité et de l'opposition.

La problématique du stationnement a déjà été abordée à plusieurs reprises au sein de cette commission. Le Ministre Pascal Smet a déjà fait plusieurs propositions en la matière, mais le sujet qui préoccupe la commission ici est plus spécifique : il s'agit de permettre aux professionnels de la santé et des soins à domicile de trouver un endroit de stationnement pour le temps spécifique à leur prestation à domicile.

Les députés ont été alertés à plusieurs reprises à ce sujet par les fédérations professionnelles : médecins, infirmières à domicile, kinésithérapeutes, services de repas à domicile, ainsi que d'autres professionnels de l'aide et des soins à domicile, qui éprouvent tous ce genre de difficultés pour assurer leurs missions.

L'orateur fait observer que ce genre d'activités a de plus en plus de succès, étant donné que les gens restent de moins en moins longtemps hospitalisés, pour des raisons souvent économiques, et que les personnes âgées sont de plus en plus encouragées à rester à domicile, ce qui implique un développement des activités du secteur des soins à domicile.

Sur le plan urbanistique, on remarque de plus en plus une certaine privatisation de l'espace public, lorsqu'il y a des entrées de garage ou de parkings privés : ces emplacements ne sont pas utilisables en tant que tels comme places de stationnement, fût-ce de courte durée. Or ces emplacements sont souvent inutilisés en journée.

La Région n'est pas compétente pour changer les règles du jeu en matière de stationnement. Il appartient au niveau fédéral de se pencher sur la question. Mais il paraît souhaitable de trouver des solutions à plus bref délai.

Par ailleurs, la commune d'Etterbeek a déjà essayé de régler ce problème au niveau communal. C'est pourquoi les coauteurs de cette proposition ont développé ce texte afin que le gouvernement prenne une initiative en la matière et coordonne les efforts communaux en matière de stationnement pour les prestataires d'aide et de soins à domicile.

Mme Brigitte De Pauw ajoute qu'elle accorde une importance particulière à ce que cette résolution soit approuvée et à ce que des mesures soient prises dès que possible. En effet, les personnes âgées restent de plus en plus à la maison, et les périodes d'hospitalisation ont tendance à devenir de plus en plus courtes. Certaines personnes doivent recevoir des injections quotidiennement, et les infir-

I. Inleidende uiteenzetting van de mede-indieners van het voorstel

Het stemt de heer Joël Riguelle tevreden dat hij vandaag als eerste mede-indiener van deze tekst, dit voorstel van resolutie, dat collegiaal opgesteld is met leden uit de meerderheid en de oppositie, mag voorstellen.

De problematiek van het parkeren is al meermaals in deze commissie aan bod gekomen. Minister Pascal Smet heeft al verschillende voorstellen terzake gedaan, maar het onderwerp dat de commissie nu ter harte neemt, is veel specifieker : het is de bedoeling om het personeel uit de gezondheidssector en de thuiszorg parkeermogelijkheden te bieden wanneer zij ergens thuiszorg verstrekken.

De beroepssector heeft al meermaals bij de volksvertegenwoordigers aan de alarmbel getrokken : geneesheren, thuiszorgverplegers, kinesisten, maaltijden-aan-huis-bezorgers en ander personeel uit de gezondheidssector en de thuiszorg, die allemaal dezelfde problemen ondervinden bij hun werk.

De spreker wijst erop dat die activiteiten een groeiend succes kennen omdat de mensen niet meer zo lang in het ziekenhuis verblijven, vaak om economische redenen, en omdat de bejaarden aangemoedigd worden om thuis te blijven wonen, wat betekent dat de activiteiten van de thuiszorg een hoge vlucht nemen.

Op stedenbouwkundig vlak, wordt steeds meer openbare ruimte in beslag genomen voor privaat gebruik. De ingangen van private garages of parkeerterreinen kunnen niet als parkeerplaats gebruikt worden, ook niet voor korte duur. Die plaatsen worden overdag echter weinig gebruikt.

Het Gewest is niet bevoegd om de parkeerregels te wijzigen. De federale overheid moet daarover haar licht laten schijnen. Het is echter wenselijk om oplossingen op kortere termijn te vinden.

De gemeente Etterbeek heeft overigens al vaak geprobeerd om dat probleem op gemeentelijk vlak op te lossen. Dat is de reden waarom de mede-indieners van dit voorstel deze tekst opgesteld hebben, te weten om de regering ertoe aan te zetten een initiatief te nemen en de gemeentelijke inspanningen om het personeel van de thuiszorg parkeermogelijkheden te bieden, te coördineren.

Mevrouw Brigitte De Pauw voegt eraan toe dat zij bijzonder veel belang hecht aan de goedkeuring van deze resolutie en aan spoedige maatregelen terzake. De bejaarden blijven steeds langer thuis wonen en de opnames in het ziekenhuis worden steeds korter. Sommige mensen moeten dagelijks een spuitje krijgen en de verplegers moeten soms een half uur of drie kwartier rondrijden om een parkeer-

nières doivent parfois tourner une demi-heure ou trois quarts d'heure dans leur voiture avant de trouver une simple place de stationnement. Un temps considérable est perdu par ces infirmières ou ces médecins à domicile. C'est pourquoi il faut une réglementation qui vaille pour toute la Région. L'ordre des médecins a essayé de négocier avec les parquets une mesure d'exception pour les médecins à domicile, mais il existe toujours un risque pour ces médecins de recevoir une amende de stationnement. Il faut que toutes les personnes oeuvrant dans le secteur de l'aide et des soins à domicile puissent trouver une solution afin de rendre leur travail plus efficace.

2. Discussion générale

M. Johan Demol ne voit pas l'utilité de ce texte de résolution. En effet, il est toujours possible de stationner sur une entrée de garage lorsque le propriétaire donne son accord. Pourquoi faudrait-il légiférer en la matière ? Il y a des erreurs manifestes dans les développements de cette proposition : en effet, il est question de voies d'accès sur lesquels on trouve des signaux illégaux interdisant le parking; mais la question n'est pas de savoir si les panneaux sont illégaux ou non. On peut stationner devant une porte de garage tant que le propriétaire ne doit pas sortir son véhicule de ce garage. Le propriétaire du garage doit donc savoir où se trouve le propriétaire du véhicule qui stationne devant son garage. A la limite, on pourrait organiser, par exemple via internet, tout un réseau de personnes qui se mettent d'accord pour que les médecins et les infirmières stationnent sur leur entrée de garage. Il n'est donc pas nécessaire de légiférer ou de prendre une réglementation à cet effet. On pourrait prévoir par exemple un document sur le pare-brise indiquant clairement qu'il s'agit d'un prestataire d'aide ou de soins à domicile, qui se trouve à tel endroit. Ainsi, en cas de besoin, la personne qui doit sortir son véhicule de son garage pourrait sans problème retrouver le médecin ou l'infirmière en question.

Le président fait remarquer à M. Demol qu'il ne s'agit nullement ici d'une loi ou d'une réglementation.

M. Johan Demol reconnaît qu'il ne s'agit que d'une proposition de résolution, mais qui demande l'établissement d'une réglementation, ce que ne souhaite pas le Vlaams Belang.

M. Paul Galand estime que la médecine générale de proximité est un échelon indispensable à une approche cohérente des soins de santé; or elle est de plus en plus en voie de disparition. En effet, de plus en plus de médecins refusent de se rendre à domicile à cause des contraintes que cela impose. Le devoir des parlementaires vis-à-vis de ces professionnels est de leur assurer des conditions correctes pour remplir leur mission. Avec l'essor des soins palliatifs, les médecins doivent parfois prodiguer des soins à domicile à toute heure de la journée et de la nuit. C'est pourquoi il est important que ces personnes puissent trouver dans l'envi-

plaats te vinden. Die verplegers of huisartsen verliezen heel wat tijd. Daarom is regelgeving vereist voor heel het Gewest. De Orde van Geneesheren heeft gepoogd om met de parketten een uitzonderingsmaatregel uit te werken voor de huisartsen die aan huis gaan, maar het gevaar bestaat nog altijd dat zij een parkeerboete krijgen. Men moet voor iedereen in de thuiszorgsector een oplossing vinden die het werk efficiënter laat verlopen.

2. Algemene bespreking

De heer Johan Demol ziet het nut van de resolutie niet in. Men kan immers altijd parkeren voor de ingang van een garage wanneer de eigenaar zijn toestemming geeft. Waarom zou er wetgeving nodig zijn voor die problematiek ? Er zijn in het oog springende fouten in de toelichting van dit voorstel : er is immers sprake van toegangswegen waarop men illegale borden ziet die het parkeren verbieden. De vraag of die borden al dan niet illegaal zijn, doet evenwel niet ter zake. Men mag parkeren voor een garagepoort zolang de eigenaar zijn voertuig niet uit zijn garage wil halen. De eigenaar van de garage moet dus weten waar de eigenaar van het voor zijn garage geparkeerde voertuig zich bevindt. Desnoods zou men, bijvoorbeeld via het internet, een netwerk kunnen opzetten met personen die ermee akkoord gaan dat artsen en verpleegkundigen voor hun garage parkeren. Het is dus niet nodig om daartoe wetgeving op te treden of een verordening uit te vaardigen. Men zou bijvoorbeeld een of ander document op de voorruit kunnen aanbrengen dat duidelijk aangeeft dat het om een thuiszorg- of thuiszorgverstrekkers gaat. Dan kan degene die zijn voertuig uit zijn garage wil halen, de arts of verpleegkundige in kwestie zonder problemen terugvinden.

De voorzitter wijst de heer Demol erop dat het hier helemaal niet om een wet of verordening gaat.

De heer Johan Demol geeft toe dat het slechts om een voorstel van resolutie gaat, waarin evenwel om regelgeving wordt verzocht. Het Vlaams Belang kan daarmee niet instemmen.

De heer Paul Galand is van oordeel dat de « thuisge-neeskunde » een noodzakelijk onderdeel van een coherente gezondheidszorg is. Die geneeskunde is evenwel aan het verdwijnen. Steeds meer artsen weigeren huisbezoeken af te leggen wegens de praktische problemen die ze daarbij ondervinden. De parlementsleden hebben tegenover de zorgverstrekkers de plicht ervoor te zorgen dat ze hun taak in optimale omstandigheden kunnen uitvoeren. Nu de palliatieve zorg zich ontwikkelt, moeten artsen soms op elk uur van de dag en de nacht thuiszorg verlenen. Daarom is het belangrijk dat ze dichtbij de woning van hun patiënten

ronnement urbain des places de stationnement à proximité. L'intervenant s'est joint à cette proposition de résolution, en signe de confiance au gouvernement régional, pour qu'il mette les différents pouvoirs locaux autour d'une table afin d'en discuter. Il y a maintenant urgence en la matière.

M. Joël Riguelle marque son accord avec M. Paul Galand : c'est un signe de confiance au gouvernement de lui laisser faire cette démarche. Au point de vue technique, il devrait être simple, étant donné que les prestataires de soins à domicile appartiennent à une centrale ou à une association de médecins, d'organiser les choses de telle manière que ces prestataires de soins puissent laisser sur le pare-brise le numéro de leur centrale, afin que le propriétaire du garage puisse appeler le numéro de la centrale sans encombrer les dispatchings de la police.

3. Discussion des considérants et des tirets

Le président demande si les membres de la commission sont d'accord pour ne faire qu'un vote global sur l'ensemble du texte. (*assentiment*).

Le président lit chacun des considérants et des tirets de la résolution. Ceux-ci n'appellent aucun commentaire.

Au deuxième tiret de la recommandation, M. Paul Galand estime que des synergies pourraient être réalisées rapidement par l'établissement d'une centrale d'appels unique pour tous les soins. Lors des débats sur « médi-100 », l'option qui avait été prise était malheureuse du point de vue technique, mais judicieuse sur le fond, malheureusement elle n'a pu aboutir parce que l'aspect pratique n'avait pas été bien ciblé. Il faudrait donc organiser une concertation entre les ministres Smet, Cerexhe et Vanhengel à ce propos. On aurait ainsi une centrale qui pourrait fonctionner pour deux services.

M. Johan Demol déclare qu'il ne nie pas le problème, et qu'il est entièrement d'accord sur le principe, mais il trouve le texte de la proposition mal rédigé, et c'est pourquoi il annonce qu'il va s'abstenir lors du vote.

4. Vote

L'ensemble de la proposition de résolution est adoptée par 11 voix et 1 abstention.

La Rapporteuse,

Carla DEJONGHE

Le Président,

Willem DRAPS

parkeerplaatsen kunnen vinden. De spreker heeft het voorstel van resolutie ondertekend om de gewestregering een teken van vertrouwen te geven, opdat ze de verschillende lokale overheden rond de tafel brengt om die problematiek te bespreken. Er is thans nood aan dringende maatregelen.

De heer Joël Riguelle is het eens met de heer Paul Galand : het is een teken van vertrouwen naar de regering toe om haar die stappen te laten doen. Aangezien de thuiszorgverleners tot een centrale of een associatie behoren, zou het technisch gezien eenvoudig moeten zijn om de zaken zo te organiseren dat die zorgverstrekkers het telefoonnummer van hun centrale op de voorruit van hun voertuig aanbrengen. Dan kan de eigenaar van de garage rechtstreeks het nummer van de centrale bellen en hoeft hij daarvoor de politie niet in te schakelen.

3. Bespreking van de consideransen en de streepjes

De voorzitter vraagt of de commissieleden ermee instemmen om alleen over het voorstel in zijn geheel te stemmen (*instemming*).

De voorzitter leest de consideransen en het verzoekend gedeelte van de resolutie voor. Ze lokken geen opmerkingen uit.

Wat het tweede streepje van het verzoekend gedeelte betreft, is de heer Paul Galand van oordeel dat men efficiënt zou kunnen werken door één enkele oproepcentrale voor alle zorgverstrekkers op te zetten. Tijdens de besprekingen over « medi-100 » is een uit technisch oogpunt ongelukkige keuze gemaakt, maar inhoudelijk was ze wel doordacht. Jammer genoeg is er niets concreets uit de bus gekomen, omdat de praktische aspecten niet goed geregeld waren. Men zou hierover overleg tussen de ministers Smet, Cerexhe en Vanhengel moeten organiseren. Dan zou men één centrale hebben die voor twee diensten zou kunnen werken.

De heer Johan Demol ontkent het probleem niet en is het volledig eens met het principe, maar hij vindt het voorstel niet goed geredigeerd. Daarom zal hij zich onthouden tijdens de stemming.

4. Stemming

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen met 11 stemmen bij 1 onthouding.

De Rapporteur,

Carla DEJONGHE

De Voorzitter,

Willem DRAPS

